



Assemblée générale

Distr. générale

2 juillet 2024

Français

Original : anglais/espagnol/français

Soixante-dix-neuvième session

Point 98 t) de la liste préliminaire*

Désarmement général et complet

Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [77/52](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et sur de nouveaux moyens de promouvoir cette éducation. On y trouvera les informations communiquées par des États Membres, des organisations internationales, régionales et non gouvernementales et des institutions universitaires sur l'application des 34 recommandations formulées dans l'étude de 2002 ([A/57/124](#)).

* [A/79/50](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Application des recommandations par les États Membres	4
Autriche	4
Burkina Faso	5
Côte d'Ivoire	5
El Salvador	6
Espagne	7
États-Unis d'Amérique	7
Guatemala	9
Inde	9
Japon	9
Kirghizistan	11
Mexique	11
République de Corée	12
Ukraine	13
III. Application des recommandations par l'Union européenne	14
IV. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales	15
A. Bureau des affaires de désarmement	15
B. Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes	16
C. Département de la communication globale	17
D. Agence internationale de l'énergie atomique	17
E. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques	18
F. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	18
G. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	19
H. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	19
I. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	20
J. Université des Nations Unies	20
V. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales	21
A. Alva Myrdal Centre for Nuclear Disarmament	21
B. BASIC	21
C. Campaign for Nuclear Disarmament Peace Education	22

D.	Centre d'études sur l'énergie et la sécurité	22
E.	Center for Nuclear Security Science and Policy Initiatives de la Texas A&M University	23
F.	Disarmament and Security Centre	23
G.	Ethics + Emerging Sciences Group	24
H.	Forum for Nation Building Nepal	24
I.	Geneva Centre for Security Policy	24
J.	Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire	25
K.	International Student/Young Pugwash	25
L.	James Martin Center for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies at Monterey	26
M.	Maires pour la paix	26
N.	Mines Action Canada	26
O.	Open Nuclear Network	27
P.	Pace University	27
Q.	Université de Saint-Pétersbourg	28
R.	SCRAP Weapons	28
S.	Simons Foundation Canada	28
T.	Soka Gakkai International	29
U.	Stockholm International Peace Research Institute	29
V.	T.M.C. Asser Instituut	30
W.	Verification Research, Training and Information Centre	30
X.	Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération	30
Y.	World Institute for Nuclear Security	31
VI.	Conclusions	31

I. Introduction

1. Au paragraphe 3 de sa résolution [77/52](#), intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude ([A/57/124](#)) et de nouveaux moyens de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, et de le lui présenter à sa soixante-dix-neuvième session.
2. Comme suite à cette demande, une note verbale a été adressée aux États Membres et aux organisations internationales et régionales le 6 février 2024, les invitant à communiquer des informations à ce sujet.
3. Les États Membres et les organisations concernées ont été invités à communiquer un résumé analytique de leurs contributions pour insertion dans le rapport du Secrétaire général et informés que le texte intégral de la communication serait publié sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement.
4. Les réponses reçues après le 31 mai 2024 seront mises en ligne dans la langue de l'original. Aucun additif ne sera publié.

II. Application des recommandations par les États Membres

Autriche

[Original : anglais]

[29 mai 2024]

L'Autriche est profondément attachée à la promotion de l'éducation en matière de désarmement et travaille activement avec diverses parties prenantes pour favoriser une meilleure compréhension et une meilleure connaissance des questions de désarmement. En 2024, elle a organisé à Vienne la conférence internationale ayant pour thème « Humanity at the Crossroads: Autonomous Weapons Systems and the Challenge of Regulation » (l'humanité à la croisée des chemins : les systèmes d'armes autonomes et le défi de la réglementation). Plus de 1 000 participants issus de 144 États, d'organisations internationales, de l'industrie, du milieu universitaire et de la société civile ont participé à la conférence, à laquelle ont également assisté plusieurs groupes scolaires et un groupe d'étudiants issus de différentes universités. En outre, la conférence a été diffusée en direct au grand public.

En 2022, la Conférence de Vienne sur les incidences humanitaires des armes nucléaires a réuni 800 représentants d'États, d'organisations internationales, d'institutions du monde universitaire et de la société civile et survivants de l'utilisation ou des essais d'armes nucléaires qui ont présenté des recherches nouvelles ou établies sur les conséquences et les risques humanitaires des armes nucléaires. Dans ce contexte, l'Autriche a soutenu une campagne d'information d'Atomic Reporters s'appuyant sur le journalisme citoyen et les médias sociaux pour sensibiliser un jeune public aux risques nucléaires et diffuser des connaissances à ce sujet.

L'Autriche a commandé un aperçu des études récentes sur les conséquences humanitaires et les risques catastrophiques liés aux armes nucléaires. Cette commande a donné lieu à la rédaction par Nick Ritchie et Mikhail Kupriyanov (Université de York) d'une brochure dans laquelle sont compilées les recherches universitaires des 15 dernières années sur les conséquences et les risques humanitaires des armes nucléaires et qui a été publiée en juillet 2023.

En 2021, l'Autriche a organisé une conférence internationale virtuelle sur le maintien du contrôle humain dans les systèmes d'armes autonomes, à laquelle ont participé des représentants du monde universitaire, de la sphère politique et de la société civile.

L'Autriche est l'un des principaux soutiens du Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération, qui a été créé à son initiative en 2011. Depuis la création du Centre, elle soutient le travail du Bureau des affaires de désarmement, notamment en ce qui concerne la promotion de l'éducation en matière de désarmement, et apporte un soutien financier important. Elle a soutenu et financé un projet de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires. En outre, elle a soutenu financièrement les entités suivantes : International Network on Explosive Weapon ; International Campaign to Ban Landmines ; Nuclear Weapons Ban Monitor ; Campaign to Stop Killer Robots ; Article 36. Par ailleurs, elle collabore avec des universités et des écoles et s'attache à donner régulièrement la parole à des étudiants et à des universitaires sur les questions de désarmement.

Burkina Faso

[Original : français]
[28 mai 2024]

En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, le Burkina Faso pourrait soutenir la mise en œuvre de la résolution [77/52](#) de l'Assemblée générale, qui se présente comme une initiative importante visant à promouvoir la sensibilisation et la compréhension du désarmement et de la non-prolifération des armes, en particulier auprès des jeunes générations.

En effet, l'éducation des populations sur les enjeux du désarmement et de la non-prolifération contribue à renforcer la prise de conscience publique par rapport aux dangers posés par la prolifération des armes et à la nécessité de travailler à leur élimination.

En formant les jeunes générations à devenir défenseurs du désarmement et de la non-prolifération, le Burkina Faso voit à travers cette résolution un investissement dans l'avenir. Cette éducation pourrait ainsi aider à prévenir les conflits futurs et à construire un monde plus sûr pour tous.

Côte d'Ivoire

[Original : français]
[31 mai 2024]

I. Sensibilisation

Les communautés et la société civile

Les leaders religieux, les leaders communautaires, les chefs traditionnels, les femmes et les jeunes sont les cibles de nombreuses campagnes de sensibilisation qui sont organisées chaque année sur toute l'étendue du territoire national.

Les hauts cadres et élus

Plusieurs activités de renforcement des capacités et de sensibilisation et des plaidoyers, notamment en vue du renforcement et de l'harmonisation du cadre juridique national avec les instruments internationaux pertinents sur le contrôle des armes, ont été réalisés.

Les forces

Les forces de défense et de sécurité sont essentiellement visées par des activités d'une part de formation, de renforcement des capacités sur le contrôle et la gestion sûre et sécurisée des armes, des munitions et des engins explosifs et d'autre part de sensibilisation, notamment en vue de l'intégration de modules sur la gestion des armes légères et de petit calibre dans les cursus de formation des écoles militaires et paramilitaires.

Les universités, lycées et collèges

Des activités de sensibilisation/éducation sont organisées en milieu scolaire et universitaire en vue de favoriser l'adoption de comportements citoyens depuis la base.

II. La collaboration avec la société civile**Au plan national**

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action annuel, la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre collabore avec certains acteurs de la société civile pour mener à bien ses activités. Ces acteurs interviennent dans l'élaboration des plans de travail annuels et au cours des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités selon leur domaine d'expertise.

Au plan international

La Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre bénéficie de l'appui technique de plusieurs partenaires œuvrant dans le domaine de la gestion des armes légères et de petit calibre. Ces partenaires ont permis de réaliser des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation au profit des forces et autres acteurs nationaux dans les domaines liés à la gestion sûre et sécurisée des armes.

III. Collaboration avec les institutions de l'Organisation des Nations Unies

Plusieurs organisations du système des Nations Unies collaborent en qualité de partenaires techniques à la réalisation des actions de sensibilisation et d'éducation de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation des armes légères et de petit calibre de Côte d'Ivoire.

El Salvador

[Original : espagnol]
[30 avril 2024]

Conformément aux engagements pris par El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies et en application du paragraphe 3 de la résolution [75/61](#), intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », 12 officiers des forces armées d'El Salvador ont participé à différentes formations offertes par diverses organisations internationales.

Espagne

[Original : espagnol]

[29 mai 2024]

La loi organique 3/2020, du 29 décembre 2020, qui modifie la loi organique 2/2006, du 3 mai 2006, relative à l'éducation, érige la prévention et le règlement pacifique des conflits et la formation à la paix en principes du système éducatif espagnol. À cette fin, les décrets royaux relatifs aux savoirs fondamentaux de l'enseignement préprimaire, de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire obligatoire et de l'enseignement pour le baccalauréat accordent une place au développement de compétences citoyennes et à l'esprit critique dans ces savoirs.

D'autre part, le règlement garantit la participation active des élèves, par l'intermédiaire d'associations ou de délégués, aux conseils scolaires de leurs établissements ainsi qu'au Conseil scolaire de l'État et aux conseils scolaires des communautés autonomes. Il donne également aux établissements le pouvoir d'établir leurs règles d'organisation, de fonctionnement et de coexistence : chaque établissement doit avoir son propre projet éducatif qui doit être adapté aux caractéristiques de ses élèves et de son environnement ainsi qu'aux spécificités des programmes scolaires et comprendre un plan dans lequel sont spécifiés les fondements et le détail de son modèle de coexistence.

Outre les activités conçues par les administrations et en collaboration avec elles, le Ministère de l'éducation, de la formation professionnelle et des sports encourage les initiatives nationales portant sur la promotion de la coexistence pacifique, le développement des valeurs démocratiques et la culture de la paix et de la non-violence.

En ce qui concerne la formation des enseignants, la réglementation impose aux administrations scolaires d'inclure une formation dédiée à l'égalité et à la non-violence dans les programmes des centres éducatifs. Le Ministère de l'éducation, de la formation professionnelle et des sports a mené de nombreuses activités de formation et élaboré des supports connexes à cette fin.

Enfin, le Ministère de l'éducation, de la formation professionnelle et des sports et le Ministère de l'intérieur mettent conjointement en œuvre le plan directeur pour la coexistence et l'amélioration de la sécurité dans les écoles, qui vise à répondre de manière coordonnée et efficace aux questions liées à la sécurité dans les établissements scolaires et à leurs alentours en renforçant la coopération policière avec les autorités éducatives afin d'améliorer la coexistence et la sécurité en milieu scolaire et de renforcer la connaissance des forces de police et la confiance qu'elles inspirent. Dans le cadre du plan directeur, les élèves, les enseignants et les familles peuvent bénéficier de formations sur les groupes de jeunes violents, l'incivisme et le vandalisme, les discours et les crimes de haine et la violence contre les écoles et leurs communautés.

États-Unis d'Amérique

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

Les États-Unis soutiennent fermement l'élargissement de l'accès à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, l'objectif étant de faire en sorte que la prochaine génération de dirigeants dispose des outils et de l'expérience nécessaires – ainsi que de la possibilité de partager de nouvelles perspectives et des

idées novatrices – pour renforcer la sécurité mondiale et s’employer à atteindre l’objectif commun d’un monde exempt d’armes nucléaires.

L’année dernière, dans leur vision de Hiroshima sur le désarmement nucléaire, les dirigeants du Groupe des Sept ont souligné combien l’éducation et la sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération étaient importantes, accueilli favorablement de nombreuses initiatives soutenues par les membres du Groupe des Sept et encouragé les dirigeants, les jeunes et l’ensemble des personnes de par le monde à visiter Hiroshima et Nagasaki pour faire connaître et conserver à l’esprit les réalités de l’utilisation des armes nucléaires. Dans la déclaration qu’il a faite cette année, le Groupe des directeurs du G7 sur la non-prolifération a réaffirmé avec encore plus de force notre engagement commun en faveur de ces objectifs, à l’appui desquels le Gouvernement des États-Unis déploie les efforts suivants :

- Soutien à l’éducation et au développement professionnel au niveau mondial au moyen du programme d’échange entre les États-Unis et la région de la mer Noire destiné aux professionnels de la non-prolifération, du programme de professeurs invités du Center for Nonproliferation Studies, du réseau de femmes travaillant dans le domaine du nucléaire dans la région de la mer Noire, du réseau des jeunes professionnels des P5 et de réseaux actifs dans d’autres régions ;
- Promotion de la participation des groupes sous-représentés, notamment des femmes, à l’action d’éducation en matière de non-prolifération et de désarmement ;
- Organisation du Forum Timbie, qui vise à mobiliser des représentants d’universités, d’organisations non gouvernementales, d’organisations internationales et du Gouvernement en lien avec des défis urgents auxquels sont confrontées les architectures du désarmement et de la non-prolifération ;
- Coparrainage de multiples résolutions des organes de l’ONU visant à promouvoir l’éducation au désarmement et à la non-prolifération, l’octroi de bourses, la formation et la sensibilisation ;
- Fourniture d’un appui aux efforts visant à accroître la transparence, l’échange d’informations et la responsabilité dans le cadre du processus d’examen du Traité sur la non-prolifération, notamment par l’organisation de discussions interactives sur les rapports nationaux ;
- Organisation de vastes campagnes de sensibilisation auprès d’organisations non gouvernementales, d’universités et d’autres institutions publiques, participation à des dizaines de manifestations publiques chaque année à des fins d’éducation et de sensibilisation et promotion de la recherche sur la vérification du désarmement nucléaire par des experts gouvernementaux et non gouvernementaux ;
- Mobilisation et encadrement de stagiaires, d’étudiants ainsi que d’experts d’organisations non gouvernementales en début de carrière ;
- Participation et soutien au Programme de bourses d’études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement du Bureau des affaires de désarmement.

Les États-Unis continueront de soutenir l’action visant à mobiliser, à recruter et à former la prochaine génération d’experts capables d’obtenir des avancées dans les domaines difficiles et complexes que sont le désarmement et la non-prolifération. Nous attendons avec intérêt le rapport du Secrétaire général et de nouvelles idées et perspectives sur la meilleure manière dont nous pouvons œuvrer collectivement à la réalisation de cet objectif.

Guatemala

[Original : espagnol]

[30 mai 2024]

Le Guatemala estime qu'il importe de continuer à travailler au niveau international pour promouvoir l'éducation au désarmement, la non-prolifération des armes de destruction massive et une culture de la paix. Les nouvelles générations doivent disposer des outils nécessaires à l'instauration et au maintien d'un monde pacifique et désarmé, et il incombe aux dirigeants actuels d'ouvrir la voie à la réalisation de cet objectif.

Aussi le Guatemala estime-t-il utile que les Nations Unies, par l'intermédiaire de leurs bureaux, organismes et programmes, poursuivent leur action.

Inde

[Original : anglais]

[24 mai 2024]

L'Inde est très attachée au dialogue et à la collaboration avec les jeunes générations en vue de les sensibiliser aux questions de désarmement et de maîtrise des armements et de trouver des solutions novatrices à celles-ci, ainsi que de promouvoir une paix et une sécurité internationales durables.

L'Inde accorde un rang de priorité élevé à l'éducation en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de sécurité internationale, dans la droite ligne de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, au cours de laquelle l'accent était mis sur la promotion des connaissances liées au désarmement et le fait de donner des moyens d'action aux jeunes générations.

À cet égard, le programme annuel de bourses d'études dans les domaines du désarmement et de la sécurité internationale, lancé par l'Inde en 2019, a été bien accueilli par plusieurs États Membres, en particulier par les jeunes diplomates. Ce programme vise à sensibiliser les jeunes dirigeants du monde entier aux questions liées aux sujets contemporains que sont le désarmement, la non-prolifération, la maîtrise des armements et la sécurité internationale, et à leur permettre d'échanger des vues à ce sujet. Dans le cadre de ce programme, des experts de premier plan donnent des conférences et des exposés et animent des exercices de simulation sur divers sujets tels que les conditions de sécurité dans le monde, les armes de destruction massive, certaines armes classiques, la sécurité spatiale, la sécurité du cyberspace, les contrôles à l'exportation et les technologies émergentes.

La quatrième et dernière édition en date du programme s'est tenue du 22 janvier au 9 février 2024 au Sushma Swaraj Institute of Foreign Service, à New Delhi, et a accueilli 24 jeunes diplomates représentant différents pays de plusieurs zones géographiques.

Japon

[Original : anglais]

[28 mai 2024]

Seul pays à avoir jamais subi des bombardements atomiques en temps de guerre, le Japon est résolu à faire en sorte que l'on n'oublie jamais les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki. Dans cette optique, il accorde la plus grande importance à l'éducation

en matière de désarmement et de non-prolifération, en particulier pour la jeune génération.

Dans le document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, il a été souligné que l'éducation était un moyen utile et efficace de promouvoir le désarmement nucléaire et tous les États ont été encouragés à mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport de 2002 sur l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération.

Le Japon souligne à nouveau l'importance de ces recommandations et estime qu'il faut mener cette éducation de manière inclusive et en collaboration avec tous les acteurs concernés, dans tous les États et toutes les régions, et à l'intention de tous les publics, sans distinction d'âge ou de genre.

Le Japon a notamment :

- a) invité de jeunes diplomates dans le cadre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement ;
- b) parrainé la Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement depuis 1989 ;
- c) présenté un document de travail conjoint avec les autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement et prononcé une déclaration conjointe sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération lors de réunions liées au Traité sur la non-prolifération ;
- d) publié des livres blancs et des brochures contenant des informations sur le désarmement et la non-prolifération ;
- e) lancé un programme intitulé « Porte-parole spéciaux pour un monde exempt d'armes nucléaires » en 2010 pour partager l'expérience des survivants des bombardements atomiques (*hibakusha*) et un programme intitulé « Porte-parole de la jeunesse pour un monde exempt d'armes nucléaires » en 2013 ;
- f) organisé à trois reprises le forum des Porte-parole de la jeunesse pour un monde exempt d'armes nucléaires ;
- g) œuvré pour assurer une plus large diffusion des témoignages des *hibakusha*, qu'il a traduits en 13 langues ;
- h) coopéré avec les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, par l'intermédiaire de son gouvernement, aux fins de l'inauguration des expositions permanentes sur les bombardements atomiques à l'Office des Nations Unies à Vienne, au Siège de l'ONU à New York et à l'Office des Nations Unies à Genève ;
- i) versé 10 millions de dollars à l'ONU en 2023 aux fins de l'établissement du Fonds des jeunes leaders pour un monde exempt d'armes nucléaires ;
- j) versé environ 22 millions de dollars en 2024 pour créer la « chaire japonaise pour un monde sans armes nucléaires » au sein d'instituts de recherche internationaux.

Le Japon est déterminé à poursuivre son action dans ce domaine et encourage les autres pays et les acteurs concernés à s'y joindre.

Kirghizistan

[Original : anglais]

[25 mars 2024]

Consciente de l'importance de l'éducation comme outil au service de la paix, de la sécurité, du désarmement et de la non-prolifération, l'Assemblée générale, à l'initiative de la République kirghize, a adopté la résolution [77/51](#), intitulée « Journée internationale de sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération », dans laquelle elle a décidé de proclamer le 5 mars Journée internationale de sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération.

Dans la résolution, l'Assemblée a également invité tous les États Membres, les organismes des Nations Unies, la société civile, les milieux universitaires, les médias et les particuliers à célébrer comme il convenait la Journée internationale, par toutes sortes d'activités éducatives et au moyen de campagnes de sensibilisation.

Mexique

[Original : espagnol]

[31 mai 2024]

En 2024, le Mexique organise la dixième édition de l'université d'été sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération à l'intention du personnel diplomatique d'Amérique latine et des Caraïbes. Le programme est coparrainé par le James Martin Center et l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) et vise à former des spécialistes du désarmement nucléaire. En 2023 et 2022, le programme a enregistré la participation de 27 et 22 États, respectivement, dont un nombre notable de femmes.

Le Mexique présente tous les deux ans à la Première Commission de l'Organisation des Nations Unies la résolution intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ». Il s'est en outre porté coauteur de la résolution [78/31](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération ».

Le Mexique a participé aux activités suivantes du Bureau des affaires de désarmement :

- Enquête sur l'éducation au désarmement (2022) ;
- Table ronde sur l'avenir de l'éducation au désarmement (Vienne, 2022) ;
- Lancement de la Stratégie pour l'éducation au désarmement (2023).

En outre, le Mexique a mis en place un programme de jeunes délégués qui permet à des jeunes de prendre part à des discussions sur le désarmement par l'intermédiaire de sa délégation auprès de l'ONU.

Au niveau régional, le Mexique a contribué à la conception d'un cours de l'OPANAL sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. En outre, au sein de l'Organisation des États américains, il présente depuis 2004 une résolution visant à promouvoir une culture de la non-violence et de la paix.

Au niveau national, le Mexique a demandé à l'OPANAL d'organiser un cours sur le désarmement et la non-prolifération à l'intention de ses diplomates en 2024. Il encourage également ses diplomates à participer à des programmes de formation internationaux à l'étranger dans les domaines de la sécurité, du désarmement et de la non-prolifération, notamment ceux du James Martin Center, de la Fundación

NPSGlobal, du Sushma Swaraj Institute of Foreign Service (Inde) et du Programme de bourses d'études des Nations Unies en matière de désarmement.

Le Gouvernement mexicain travaille en étroite collaboration avec des organisations de la société civile et du monde universitaire, telles que l'Universidad Nacional Autónoma de México, pour sensibiliser le public au désarmement et à la non-prolifération. Les programmes de formation du Ministère de la défense nationale et du Ministère de la marine traitent également de ces questions.

République de Corée

[Original : anglais]
[23 mai 2024]

La République de Corée fait de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération une priorité, en particulier pour les jeunes, et joue un rôle important dans la promotion d'une paix et d'une sécurité mondiales durables. La République de Corée a pour objectif de doter les jeunes de connaissances et de compétences pour donner aux dirigeants de demain les moyens de contribuer à l'action mondiale en matière de désarmement et de non-prolifération. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du programme du Secrétaire général intitulé « Assurer notre avenir commun », en particulier l'action 38, qui préconise la participation des jeunes aux discussions internationales sur le désarmement.

Depuis 2019, la République de Corée promeut des résolutions biennales intitulées « Jeunes, désarmement et non-prolifération », qui mettent en exergue l'importance de l'éducation dans ces domaines. Afin d'appliquer ces résolutions, elle a mené divers programmes d'éducation. En 2022, elle a organisé un stage de formation visant à éduquer des jeunes en matière de désarmement et de non-prolifération dans le cadre duquel des étudiants ont pris part à des conférences, des visites sur le terrain et des débats.

En outre, la République de Corée a organisé une manifestation parallèle en ligne à l'occasion de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en 2022, en collaboration avec le Bureau des affaires de désarmement et le British American Security Information Council. À l'occasion de cette manifestation, qui avait pour thème le renforcement de la participation des jeunes aux discussions sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires, des fonctionnaires de haut rang se sont vu présenter des recommandations formulées par des jeunes.

En 2023, la République de Corée a nommé 26 étudiants comme jeunes envoyés coréens pour le désarmement et la non-prolifération. Ceux-ci se sont notamment entretenus avec le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Robert Floyd, et ont participé à des stages de formation. Ils ont également créé des contenus visant à sensibiliser le grand public et participé à la vingt-deuxième Conférence République de Corée-ONU sur les questions de désarmement et de non-prolifération, qui s'est tenue à Genève.

En 2024, la République de Corée a élargi cette initiative en nommant 31 nouveaux envoyés et en créant une académie de la jeunesse pour le désarmement et la non-prolifération. Cette académie propose des conférences sur divers sujets, notamment les armes nucléaires, la sécurité spatiale et l'intelligence artificielle dans le domaine militaire, qui donnent lieu à l'élaboration de propositions de politique générale par les jeunes envoyés.

La République de Corée a également soutenu financièrement des organisations afin de promouvoir l'éducation des jeunes dans ces domaines. Par exemple, elle a aidé l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement à lancer un cours d'orientation en ligne sur le désarmement à l'intention des jeunes et un programme professionnel destiné à des étudiants de deuxième et troisième cycles. Elle a financé une manifestation parallèle organisée par le Bureau des affaires de désarmement lors de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de faciliter les discussions sur le rôle des jeunes dans le désarmement.

La République de Corée reste déterminée à mobiliser et à éduquer les jeunes et à leur donner des moyens d'action dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération et continuera de promouvoir la collaboration internationale à cette fin.

La République de Corée fait de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération l'une de ses principales priorités et a conscience du rôle essentiel que celle-ci joue dans la promotion de la paix et de la sécurité mondiales. En effet, l'éducation des jeunes sur ces sujets cruciaux jette les bases nécessaires à la réalisation d'une paix et d'une sécurité durables dans le monde entier. En dotant les jeunes de connaissances et de compétences, on leur donne les moyens de devenir les dirigeants de demain, capables d'apporter des contributions de poids à l'action de désarmement et de non-prolifération.

Ukraine

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

Le 9 septembre 2022, le Ministère ukrainien de l'éducation et des sciences a approuvé la norme éducative nationale pour la profession de « sapeur (démineur) ».

Selon les données de la base de données électronique unifiée de l'État sur l'éducation, 10 établissements d'enseignement détiennent une licence les autorisant à mener des activités éducatives en lien avec la profession de « sapeur (démineur) » dans le cadre notamment de formations professionnelles, de formations visant à acquérir des compétences professionnelles et techniques ou de programmes de perfectionnement professionnel.

Le Ministère ukrainien de l'éducation et des sciences a pour projet de mettre à jour la norme éducative nationale en 2024, qui prévoira alors une formation à quatre niveaux, conformément aux normes internationales de lutte antimines.

Tous les participants au processus éducatif, qui bénéficie de la participation de représentants du service des urgences de l'État, du Comité international de la Croix-Rouge et de l'organisation humanitaire internationale The HALO Trust Ukraine, assistent systématiquement à des exposés informatifs sur l'ensemble de mesures à prendre lorsque des objets explosifs sont détectés, ainsi qu'à des conférences sur la sécurité des mines.

Au cours du premier trimestre de 2024, les manifestations suivantes ont eu lieu :

- Séances d'information à l'intention d'employés et d'étudiants sur la prévention des risques liés aux objets explosifs ;
- Discussions : « Risques et mesures de sécurité : une conversation sur les mines terrestres » ; « Interdictions et risques liés aux déplacements en zones minées » ; « Conseils utiles en cas d'urgence » ; « Sécurité lors d'attaques de missiles » ;

- Modules pédagogiques : « Mines et sécurité : des connaissances qui sauvent des vies » ; « Mines et engins explosifs » ;
- Conférences : « Le danger des mines » ; « Comportement sûr et sensibilisation aux restes explosifs de guerre » ;
- Formations : « Que faire en cas d'urgence militaire ? » ; « Mesures à prendre lorsque des personnes sont blessées par des objets explosifs » ; « Mesures à prendre lorsque l'on entre dans une zone à explosions ».

Dans les établissements d'enseignement et de formation professionnels, les étudiants se livrent à des exercices en ligne. Les programmes portent notamment sur les exigences de sécurité en lien avec les mines et les incendies, sur la formation à l'évacuation lorsque retentissent l'alarme aérienne et l'alarme générale, et sur les règles de conduite à adopter en cas d'alarme aérienne ou de détection d'objets explosifs inconnus. Des supports de connaissances sur la sécurité en lien avec les mines sont mis à la disposition des apprenants à l'aide de médias de masse.

III. Application des recommandations par l'Union européenne

[Original : anglais]
[31 mai 2022]

L'Union européenne est convaincue que l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération permet aux personnes d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour contribuer à la réalisation des objectifs de désarmement et de non-prolifération en tant que citoyens de leur pays et du monde. L'éducation accroît également la résilience de la société en ce qu'elle donne les outils nécessaires pour détecter et rejeter la propagande ou la pure désinformation au sujet des armes de destruction massive ou des armements en général, dont on a trouvé un exemple récent dans la rhétorique nucléaire irresponsable déployée dans le contexte de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, consistant notamment à établir un lien entre le renforcement des capacités en matière de biosécurité et de sûreté biologique dans les instituts et laboratoires de santé publique et les armes biologiques ou à créer de fausses dichotomies entre les contrôles à l'exportation et le développement durable.

La meilleure preuve de l'engagement de l'Union européenne réside dans le financement et la supervision du Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération et du désarmement, qui coordonne le réseau européen de 113 groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement issus de l'Union européenne et de pays associés, et, ce faisant, encourage le dialogue et œuvre au renforcement des capacités et à la sensibilisation, et qui mène des activités éducatives tout en tenant compte des questions de genre, favorisant ainsi l'avènement de la prochaine génération de chercheurs et de praticiens et jetant un pont entre les sciences naturelles et sociales et entre la sphère universitaire, le milieu de la recherche et la communauté chargée de l'élaboration des politiques. Au nombre des activités menées, on trouve : a) la conférence annuelle de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement à Bruxelles ; b) des séminaires ad hoc destinés aux praticiens et aux universitaires ; c) des publications sur les politiques ; d) une plateforme d'apprentissage en ligne et des stages pour la prochaine génération de chercheurs et de praticiens ; e) une formation de sensibilisation à la prolifération pour les chercheurs et les scientifiques dans les domaines de l'ingénierie et des sciences naturelles ; f) une visite d'étude à l'Union européenne pour les participants au programme de bourses d'études des Nations Unies en matière de désarmement ; g) l'initiative « Young Women and Next Generation » ; h) un site Web, un bulletin d'information et un podcast dédiés.

En outre, l'Union européenne coopère avec l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, notamment à travers l'application de décisions prises par le Conseil de l'Union européenne dans ce domaine, et met l'accent sur la sensibilisation mondiale aux risques associés au double usage potentiel de matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. En effet, les centres d'excellence chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de l'Union européenne, dotés d'un budget de 147 millions d'euros pour la période 2021-2027, coopèrent avec 64 pays. Le programme de contrôle des exportations entre partenaires de l'Union européenne gère l'université d'été tenue annuellement sur les contrôles des échanges de nature stratégique. Il est souvent question de l'éducation et de la formation, notamment au moyen d'expositions, d'ateliers, de manifestations parallèles et de séminaires, dans les décisions du Conseil de l'Union européenne qui visent à appuyer des instruments, des organisations et des organismes tels que la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et son application, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, le Traité sur le commerce des armes et la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

IV. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales

A. Bureau des affaires de désarmement

[Original : anglais]

Le Bureau des affaires de désarmement a continué de s'appuyer sur ses travaux pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, notamment en appliquant les recommandations figurant dans l'étude menée par l'Organisation des Nations Unies sur cette question en 2002. La stratégie d'éducation au désarmement de 2022 du Bureau a permis de renforcer cette action de manière notable. L'objectif de cette stratégie est de fournir un cadre commun aux efforts d'éducation au désarmement du Bureau afin, entre autres, de renforcer la cohérence, la coordination, la portée et la durabilité des initiatives éducatives menées par celui-ci. Les activités actuellement menées dans le cadre la stratégie devraient se poursuivre jusqu'en 2024 et au-delà, aux niveaux régional et mondial, conformément aux priorités stratégiques du Bureau et à celles qu'il a établies avec des partenaires, l'objectif étant d'élaborer à terme une offre programmatique solide qui réponde à l'évolution des besoins en matière d'éducation au désarmement et à la non-prolifération.

Au cours de la période considérée, le Bureau a organisé diverses activités de sensibilisation pour favoriser une meilleure compréhension de son travail et promouvoir une participation active aux initiatives de désarmement auprès de publics variés, s'adressant notamment à de multiples groupes d'étudiants, d'enseignants et de la société civile. Il s'est également employé à sensibiliser le public aux questions de désarmement et à leur importance transversale au moyen d'expositions interactives et de différents types de textes et contenus audiovisuels didactiques. Il a également organisé de nombreux webinaires et tables rondes sur diverses questions de désarmement, y compris aux niveaux national et régional ou sous-régional.

Le Désarmement Education Dashboard, plateforme mondiale d'apprentissage en ligne du Bureau qui propose des cours gratuits sur le désarmement, a continué

d'attirer des utilisateurs du monde entier. En mai 2024, on recensait plus de 27 000 utilisateurs. La plateforme n'a cessé d'être améliorée : de nouveaux contenus d'apprentissage en ligne ont été ajoutés sur divers sujets et plusieurs cours et modules existants ont été mis à jour en tenant compte des dernières évolutions technologiques et des meilleures pratiques en matière d'apprentissage interactif.

Pour le Bureau, il demeure primordial d'éduquer et de mobiliser les jeunes de manière significative. Lors de la période considérée, le Bureau a continué de mettre en œuvre les initiatives et les programmes de bourses existants destinés aux jeunes dans le cadre de l'initiative phare Les jeunes pour le désarmement, de la bourse « Youth for Biosecurity » et du programme de bourses d'études des Nations Unies en matière de désarmement, et lancé de nouvelles initiatives et de nouveaux programmes de formation, notamment le Fonds des jeunes leaders pour un monde exempt d'armes nucléaires et le programme de bourses en cybersécurité établi par l'ONU et Singapour.

B. Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes

[Original : anglais]

Dans sa contribution au rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 77/52, intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) présente les activités éducatives qu'il mène dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, qui sont les suivantes :

- Formation de l'OPANAL sur le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires. Cette formation vise à éduquer les diplomates de la région dans le domaine du désarmement nucléaire et de la non-prolifération. Il est donné par le secrétariat de l'OPANAL et accessible à tous les membres, et ses neuf éditions ont été accueillies par sept États membres de l'Organisme ;
- Université d'été sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires à l'intention de diplomates d'Amérique latine et des Caraïbes. Cette initiative, organisée conjointement par l'OPANAL, le Secrétariat des affaires étrangères du Mexique et le James Martin Center for Non-Proliferation Studies, en est à sa neuvième édition ;
- Programmes de stages au secrétariat de l'OPANAL. Deux types de stage sont proposés : l'un ouvert à toutes les nationalités et l'autre aux États membres de l'OPANAL qui sont également membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ;
- Diffusion et sensibilisation. L'OPANAL collabore activement avec des établissements d'enseignement dans différents États. Il a en outre participé à la campagne d'information concernant la Journée internationale de sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération par l'intermédiaire de ses plateformes de médias sociaux pendant deux années consécutives ;
- Déclarations et communiqués des États membres de l'OPANAL. Chaque année, à l'occasion de l'anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité de Tlatelolco et de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, les États membres de l'OPANAL publient des communiqués et des déclarations conjoints dans lesquels, entre autres, ils réaffirment l'importance du désarmement nucléaire et de l'éducation à la non-prolifération ;

- Résolutions de l'OPANAL. Chaque année, la Conférence générale de l'OPANAL adopte plusieurs résolutions concernant les activités de l'Organisme en matière d'éducation au désarmement nucléaire et à la non-prolifération. En outre, en 2023, une résolution a été adoptée dans laquelle tous les États membres étaient encouragés à contribuer au rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ».

C. Département de la communication globale

[Original : anglais]

Le Département de la communication globale a continué d'interagir avec le grand public pour l'éduquer et le sensibiliser à la question de la maîtrise des armements et de la non-prolifération et aux domaines connexes, ce qu'il s'est employé à faire au cours de la période considérée en promouvant le travail de l'Organisation des Nations Unies, notamment les réunions, manifestations et commémorations aux niveaux mondial et local, par l'intermédiaire de ses 59 centres d'information des Nations Unies couvrant 139 pays.

Le Département a également promu l'éducation au désarmement et à la non-prolifération au moyen de ses plateformes multimédias, notamment de la Télévision et de la vidéo des Nations Unies, d'UN Web TV, du Service photographique de l'ONU et d'ONU Info, en proposant une couverture multilingue en direct et à la demande des réunions intergouvernementales, des articles d'informations et des reportages, souvent dans les six langues officielles de l'ONU ainsi qu'en hindi, en kiswahili et en portugais. ONU Info a également fourni des dossiers vidéo aux diffuseurs et géré des sites Web connexes.

Tout au long de la période considérée, des activités et des contenus explicatifs en lien avec le désarmement ont été mis en ligne dans les six langues officielles, ainsi qu'en hindi, en kiswahili et en portugais, sur les comptes de médias sociaux de l'ONU, lesquels rassemblent plus de 71 millions d'abonnés.

Durant la période considérée, le Siège de l'ONU à New York, l'Office des Nations Unies à Vienne et l'Office des Nations Unies à Genève ont respectivement accueilli 352 315 visiteurs, dont deux tiers d'étudiants et de jeunes, 70 000 visiteurs, dont 50 000 écoliers, et 40 000 visiteurs qui ont été sensibilisés au rôle et aux actions de l'ONU en matière de désarmement lors de visites guidées en personne. Il convient de noter que la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont leur siège à Vienne.

D. Agence internationale de l'énergie atomique

[Original : anglais]

Les cours de sensibilisation et de formation de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) aident les États à adopter et à appliquer des instruments en matière de garanties, notamment grâce à diverses activités de renforcement des capacités que vient compléter la mise à disposition de supports de formation en ligne et de publications spécialisées. En 2022 et 2023, les activités menées comprenaient 75 programmes de formation interrégionaux, régionaux et nationaux, des visites techniques, des missions de services consultatifs en matière de garanties, des manifestations virtuelles à des fins de formation et d'autres activités. Plus de 850 personnes issues de plus de 100 États ont reçu une formation sur des sujets liés

aux garanties. Huit participants, dont quatre femmes, ont pris part au programme de formation en matière de garanties destiné aux jeunes diplômés et aux jeunes professionnels d'États membres en développement.

L'AIEA dispose également de deux programmes phares, le programme Lise Meitner et le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie, qui visent à accroître le nombre de femmes travaillant dans le domaine nucléaire. L'éducation à la non-prolifération est un élément important de cette initiative. Aussi le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie a-t-il soutenu 36 étudiantes inscrites dans un master relevant de ce domaine au cours des quatre dernières années.

E. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

[Original : anglais]

Au cours de la période considérée, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a contribué de manière notable à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Pour renforcer l'application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, l'OIAC a interagi avec ses États membres et d'autres parties prenantes au moyen de diverses initiatives éducatives dans le monde entier, notamment au sein du nouveau Centre pour la chimie et la technologie.

L'Organisation a mené nombre d'activités en ligne et en personne. Son site Web et ses plateformes de médias sociaux ont enregistré un nombre important de visiteurs. Des vidéos éducatives sur les armes chimiques ont été traduites en six langues, ce qui a permis de les rendre accessibles à un plus grand public au niveau mondial. Les offres d'apprentissage en ligne du secrétariat ont été améliorées, grâce notamment à la mise à disposition de nouvelles ressources en ligne destinées au renforcement des capacités. L'OIAC a également organisé des visites et des manifestations de sensibilisation, ce qui lui a permis d'interagir avec divers publics.

Les collaborations entretenues avec des institutions universitaires et d'autres organisations ont donné lieu à l'organisation de programmes éducatifs et d'ateliers qui ont permis de sensibiliser les participants, en particulier les jeunes et les femmes, et de renforcer leurs capacités.

L'OIAC a facilité la collaboration entre ses États membres et l'industrie chimique en organisant des réunions et des consultations avec des associations de ce secteur, ainsi que des formations visant à promouvoir les meilleures pratiques industrielles. Elle a également continué de se montrer très active dans la communauté scientifique en participant à des conférences, en publiant des ouvrages et en organisant des ateliers.

F. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

[Original : anglais]

Durant la période considérée, la Commission a organisé des activités clés, notamment des cours d'introduction au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et organisé le Colloque sur le Traité et la diplomatie scientifique, ainsi que des ateliers à l'intention de diplomates et de fonctionnaires de haut rang à New York, Vienne et Banjul. La septième Conférence « Sciences et techniques » en lien avec le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'est tenue à Vienne, a permis d'élargir la mobilisation aux fins de la surveillance de l'interdiction des essais. Le

portail de connaissances et de formation de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), dont certains modules de formation ont été actualisés, a continué de soutenir l'éducation au désarmement et à la non-prolifération au niveau mondial. L'action menée au service de cette éducation a bénéficié de la collaboration nouée avec le Bureau des affaires de désarmement dans le cadre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement et de la participation active du Groupe de la jeunesse pour l'OTICE et du réseau des jeunes professionnels. Au cours de la période considérée, la Commission a facilité la participation de 33 experts techniques issus de 30 pays en développement à des réunions officielles, tandis que le programme de mentorat de l'OTICE, dont le deuxième cycle s'est terminé avec succès et le troisième cycle est en train de s'ouvrir, a permis d'apporter un soutien à des femmes provenant de régions sous-représentées qui débutaient leur carrière dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

G. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

[Original : anglais]

Conscient de l'importance de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a proposé des formations, des activités de renforcement des capacités et du matériel pédagogique fondés sur la recherche à des décideurs politiques, des diplomates, des praticiens et des experts en désarmement. On peut citer, par exemple, le cours annuel d'orientation en matière de désarmement que l'Institut a organisé avec le Bureau des affaires de désarmement à l'intention des diplomates nouvellement arrivés à Genève, ainsi que divers séminaires et de nombreux exercices de simulation menés avec des organisations régionales. Les activités menées par l'Institut ont permis de mobiliser la prochaine génération de chercheurs dans le domaine du désarmement et de faire entendre la voix des jeunes sur la paix et la sécurité. Au nombre des principales activités entreprises, on peut citer le programme de recrutement de l'Institut destiné aux titulaires d'un diplôme universitaire, l'organisation d'un concours de rédaction pour les jeunes, la tenue de sessions de Simul'ONU et des recherches participatives menées avec des jeunes touchés par des conflits. Les bourses d'études de l'UNIDIR – notamment la bourse intitulée « Women in AI » – et le réseau mondial de recherche sur le désarmement, nouvellement établi, ont pour vocation de tirer parti des réflexions hors pair et diversifiées menées aux quatre coins du monde. La portée du travail et de l'offre éducative de l'Institut a par ailleurs été élargie grâce à l'accent mis sur le multilinguisme dans les formations et les produits de recherche, et notamment la mise à disposition de publications et d'outils numériques dans 10 langues.

H. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

[Original : anglais]

L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche a formé 36 diplomates d'Asie et du Pacifique (17 femmes et 19 hommes) aux compétences et connaissances nécessaires pour mener des négociations efficaces en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Cette formation, qui était organisée à Hiroshima, au Japon, a également permis de renforcer les réseaux intrarégionaux afin d'améliorer la paix et la sécurité régionales. En collaboration avec la préfecture d'Hiroshima, l'Institut a également organisé quatre manifestations publiques à Hiroshima pour sensibiliser le public au désarmement nucléaire et à la

non-prolifération. Ces manifestations ont attiré 178 participants, dont des jeunes et des résidents locaux (111 femmes et 67 hommes). Le Secrétaire général, António Guterres, a assisté à la manifestation du 6 août 2022, au cours de laquelle il a eu une discussion franche sur les défis du désarmement nucléaire et de la non-prolifération avec des jeunes d'Hiroshima. Ces jeunes ont également fait part de leurs idées novatrices pour un monde exempt d'armes nucléaires.

I. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

[Original : anglais]

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a continué de soutenir et de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération dans divers domaines thématiques, notamment en ce qui concerne : a) le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire ; b) les armes à feu et leurs pièces, éléments et munitions ; c) les engins explosifs improvisés et les matériaux précurseurs. Il a mené des initiatives allant de la sensibilisation et de l'éducation des enfants, des jeunes et des adolescents à l'organisation d'activités spécifiques de formation et de renforcement des capacités destinées aux praticiens de la justice pénale, aux experts en maîtrise des armements et aux décideurs politiques.

L'ONUDC a encouragé l'adhésion à sept instruments juridiques internationaux contre le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire et l'application effective de ces instruments, aidé les États à prévenir et à combattre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu et de munitions en œuvrant à l'application effective du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et renforcé la capacité des branches judiciaires et des services de maintien de l'ordre s'agissant de faire face à la menace que représentent les engins explosifs improvisés et leurs matériaux précurseurs.

J. Université des Nations Unies

En guise de contribution au rapport du Secrétaire général portant sur le bilan de l'application des recommandations et les nouveaux moyens de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, l'Université des Nations Unies (UNU) présente ci-après l'action d'éducation et de formation au désarmement et à la non-prolifération qu'elle a menée de juin 2022 à mai 2024 :

- Consciente de l'importance de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, l'UNU propose un cours sur la non-prolifération des armes nucléaires dans le cadre de son cours semestriel sur le droit et la pratique des Nations Unies, disponible chaque année pour les étudiants en master et en doctorat. Ce cours accueille la participation d'étudiants de l'Institut des hautes études sur la viabilité, basé à Tokyo, et d'universités locales. Les participants se livrent à un exercice de simulation qui consiste à formuler des recommandations visant à répondre aux défis du régime moderne de non-prolifération ;
- L'Université accueille à Tokyo la UNU Conversation Series, une série de manifestations publiques au cours desquelles son recteur et d'autres de ses hauts fonctionnaires organisent et animent des conversations auxquelles participent des experts influents, des dirigeants mondiaux ainsi que des universitaires et des auteurs respectés ;
- Le 1^{er} août 2023, l'UNU a organisé une conversation avec l'ancienne Ambassadrice et Représentante permanente du Costa Rica auprès de

l'Organisation des Nations Unies, Elayne Whyte, sur le thème « Leadership and agency in nuclear disarmament: lessons learned from the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons » (leadership et structuration dans le désarmement nucléaire : enseignements tirés du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires) ;

- Le 10 août 2023, l'ONU a organisé une conversation avec la Secrétaire générale adjointe pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, sur le thème « A New Agenda for Peace: opportunities and next steps for disarmament » (Nouvel Agenda pour la paix : perspectives et prochaines étapes pour le désarmement) ;
- Conscient de l'importance d'élargir la diffusion des ressources éducatives sur le désarmement et la non-prolifération, l'Institut pour les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU a collaboré à la rédaction d'un article intitulé « An ocean free of nuclear weapons? regional security governance in the South Atlantic » (un océan exempt d'armes nucléaires ? gouvernance de la sécurité régionale dans l'Atlantique Sud) ;
- Le Centre de recherche sur les politiques de l'ONU, en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, a organisé du 27 au 29 mars 2023 un atelier comprenant une conférence axée sur les faits et l'apprentissage en lien avec le projet sur la gestion des sorties de conflit armé. La conférence a rassemblé un large éventail de décideurs politiques, de praticiens et d'universitaires venus partager leurs conclusions sur l'efficacité des stratégies d'intervention menées pour aider des individus à quitter des groupes armés.

V. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales

A. Alva Myrdal Centre for Nuclear Disarmament

Le Alva Myrdal Centre for Nuclear Disarmament a été créé en 2021 à l'Université d'Uppsala avec l'objectif de prodiguer un enseignement, de mener des recherches et de fournir un appui à l'élaboration des politiques dans le domaine du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements. Depuis 2022, le centre a lancé quatre initiatives bien définies en matière d'éducation et de formation : a) un cours de premier cycle universitaire sur les armes nucléaires et le désarmement, proposé deux fois l'an ; b) un cours de doctorat sur la vérification des explosions nucléaires expérimentales, proposé tous les deux ans ; c) une université d'été annuelle sur les armements et le désarmement ; d) un atelier d'enseignement unique, dans lequel l'accent a été mis sur l'éducation interdisciplinaire concernant les questions liées aux armes nucléaires et au désarmement. En outre, la conférence annuelle organisée par le centre continue de promouvoir les initiatives en matière d'éducation et permet aux participants de présenter de telles initiatives et d'en discuter. En 2023, le centre a également participé à une journée thématique organisée par le Swedish Institute of International Affairs à l'intention de lycéens, sur le thème « Peace and security, with a special focus on nuclear weapons » (paix et sécurité, en particulier s'agissant des armes nucléaires).

B. BASIC

L'Emerging Voices Network de l'organisation BASIC est un réseau mondial de professionnels et d'universitaires en début de carrière et à fort potentiel qui travaillent

sur les politiques relatives au nucléaire dans le domaine civil comme militaire, et dont bon nombre se concentrent sur le désarmement et la non-prolifération.

L'objectif du réseau est de permettre l'établissement de relations de confiance entre ces personnes en passe de devenir influentes, ainsi qu'avec d'autres personnes qui sont déjà en position de responsabilité, de permettre la résolution collective des problèmes et le dialogue au moyen d'un travail collaboratif portant sur les politiques et de développer les connaissances et les compétences professionnelles de ses membres à l'aide d'activités de renforcement des capacités.

Créé en réponse au programme relatif aux jeunes, à la non-prolifération et au désarmement, le réseau recrute délibérément des membres issus d'États et de régions qui participent moins fréquemment aux discussions sur les politiques nucléaires. La dernière campagne de recrutement a fait passer le nombre de membres de 195 à 350, répartis dans 83 États. La majorité des membres sont des femmes ou des minorités de genre (61 %).

L'offre de formation du réseau comprend de nombreux cycles de réflexion sur les politiques menés par ses membres aboutissant à la formulation de documents d'orientation, un programme de mentorat entre pairs, des activités de mise en réseau rapide et des cours magistraux donnés par des experts chevronnés sur des sujets tels que l'équité, la diversité et l'inclusion, l'accord sur le nucléaire iranien et la troisième ère nucléaire.

C. Campaign for Nuclear Disarmament Peace Education

Truman avait-il raison de donner l'ordre de larguer des bombes atomiques sur le Japon ? Qui doit posséder des armes nucléaires : tous les pays, aucun d'entre eux, ou seulement quelques-uns ? Le désarmement mondial est-il possible ? Chaque année, Campaign for Nuclear Disarmament Peace Education, un programme de Campaign For Nuclear Disarmament, permet à des milliers d'élèves de toute l'Angleterre d'acquérir des connaissances sur les questions relatives aux armes nucléaires à l'aide de questions comme celles-ci. Environ 10 000 exemplaires de nos cinq dossiers pédagogiques gratuits sont téléchargés ou distribués tous les ans. Nous organisons également une soixantaine de présentations et d'ateliers gratuits dans les écoles. Nos ressources et nos séances s'adressent à des jeunes de 7 à 19 ans qui suivent des cursus variés et possèdent des capacités diverses. Elles leur permettent d'exercer leur esprit critique au moyen de méthodes d'apprentissage interactives et collaboratives telles que les jeux de rôle, les exposés de groupe et les débats. Nous dispensons également une formation gratuite aux enseignants sur l'éducation à la paix et sur la manière d'enseigner des sujets controversés. Nous ne faisons pas campagne : nous encourageons la discussion et le débat. Nous pensons que, par effet d'entraînement, notre travail contribuera à ce que le débat national sur les armes nucléaires soit mieux informé.

D. Centre d'études sur l'énergie et la sécurité

Le Centre d'études sur l'énergie et la sécurité est un groupe de réflexion non gouvernemental basé à Moscou et créé en 2009. L'un des projets phares du Centre est la Conférence de Moscou sur la non-prolifération. En avril 2024, le Centre a organisé la septième Conférence et le débat d'experts de la nouvelle génération y afférent, destiné aux jeunes professionnels dans le domaine du nucléaire. La Conférence a réuni 260 participants issus de 42 pays, dont une cinquantaine d'experts de la nouvelle génération venus de 18 pays.

Depuis 2021, en coopération avec l'équipe spéciale du Groupe de la jeunesse pour l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Centre a mis en place une bourse de recherche. L'objectif est de mobiliser de jeunes experts dans le domaine de la non-prolifération et de sensibiliser au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

En novembre 2023, le Centre a lancé une visite d'étude auprès d'organisations internationales et de groupes de réflexion à Vienne afin d'immerger des étudiants et de jeunes diplômés dans les activités des principales institutions dans le domaine (Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Agence internationale de l'énergie atomique, Bureau des affaires de désarmement, etc.).

E. Center for Nuclear Security Science and Policy Initiatives de la Texas A&M University

Depuis sa création en 2006, le Center for Nuclear Security Science and Policy Initiatives s'est imposé comme un centre d'excellence en matière d'enseignement technique de deuxième et troisième cycles universitaires, de recherche et de développement de la main-d'œuvre dans les domaines de la sécurité nucléaire, des garanties et de la non-prolifération. Le programme d'études innovant du centre porte sur les aspects tant politiques que techniques de la sécurité nucléaire, des garanties et de la non-prolifération, et offre aux étudiants une variété d'expériences allant de la formation pratique et des stages en laboratoire national aux visites d'étude d'installations internationales pour leur permettre de mieux comprendre le travail relatif à la non-prolifération et les encourager à se professionnaliser dans ce domaine. Le centre accompagne ses étudiants dans des recherches qui les aident à acquérir de l'expertise scientifique et technique en matière de sécurité nucléaire, de garanties et de non-prolifération. Il propose une formation asynchrone en ligne permettant d'obtenir des certificats professionnels numériques dans le domaine des garanties nucléaires et de la sécurité nucléaire, ainsi qu'un certificat de deuxième cycle universitaire en ligne dans le domaine de la sécurité nucléaire. Le centre collabore avec des institutions universitaires du monde entier pour soutenir le développement de programmes d'études sur la sécurité nucléaire, les garanties et la non-prolifération, et organise régulièrement des formations en personne pour un public national et international.

F. Disarmament and Security Centre

Le Disarmament and Security Centre est une organisation caritative à but non lucratif basée à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, qui est spécialisée dans les questions de désarmement et de paix et mène des recherches et des actions d'éducation dans ces domaines. Nous fonctionnons principalement comme un centre virtuel qui met en contact des experts en désarmement, des juristes, des spécialistes des sciences politiques, des universitaires, des enseignants, des étudiants et des partisans du désarmement. Le centre s'attache à soutenir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération en partageant des informations et en sensibilisant le public au moyen de manifestations en personne et en ligne, ainsi qu'en contribuant au secteur tertiaire à l'aide de conférences et de séminaires. En outre, il s'efforce d'agrandir la communauté du désarmement en collaborant avec d'autres groupes dans tout le pays.

G. Ethics + Emerging Sciences Group

Au cours des deux dernières années, l'Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie à San Luis Obispo (États-Unis d'Amérique) a continué d'étudier les nouveaux problèmes éthiques, juridiques et de politique générale que soulèvent les technologies émergentes, en particulier dans les domaines de la sécurité, de la défense et du renseignement. Il s'intéresse entre autres à l'intelligence artificielle (notamment générative), à la robotique, à la cybersécurité, au génie biologique, à l'Internet des objets, aux armes non létales, à la surveillance des pandémies, etc. Notre public n'est pas tant le milieu universitaire que l'industrie, les organismes gouvernementaux et les organisations non gouvernementales, y compris l'Organisation des Nations Unies, auxquels nous fournissons des conseils et avec qui nous collaborons dans le domaine de l'éthique des technologies.

Nous étudions en particulier le rôle des technologies émergentes dans les milieux extrêmes, et notamment les conflits que celles-ci sont susceptibles d'alimenter ou d'engendrer compte tenu du manque de gouvernance qui caractérise ces milieux. La question de la cybersécurité de l'espace est particulièrement préoccupante, étant donné l'importance stratégique de ce domaine, dans lequel nous disposons d'un projet financé. Nous disposons également d'un projet financé visant à développer un cadre d'évaluation des risques concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les applications de défense.

H. Forum for Nation Building Nepal

De 2022 à 2024, Forum for Nation Building Nepal a activement promu le désarmement nucléaire avec l'appui financier de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires. Les principales initiatives du forum comprennent des programmes d'interaction avec des parlementaires, des fonctionnaires et des parties prenantes ainsi que la promotion de la participation du Népal aux efforts internationaux de désarmement et de la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Un programme de bourses pour journalistes a été mis en place pour améliorer la sensibilisation du public, ce qui a permis une couverture médiatique importante du désarmement nucléaire. Plus de 40 réunions ont été organisées avec des fonctionnaires et des dirigeants politiques de premier plan, ce qui a facilité les discussions sur le rôle stratégique du pays dans le désarmement mondial. En outre, Forum for Nation Building Nepal a produit des vidéos éducatives sur YouTube et organisé une séance visant à mobiliser les jeunes et les militants du monde entier lors du Forum social mondial. Par ailleurs, une campagne d'affichage a été menée en 2023 afin de faire pression sur les parlementaires pour qu'ils ratifient le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Ces initiatives ont permis de faire du Népal un membre actif du mouvement mondial de désarmement et renforcé l'engagement du pays en faveur de la paix et de la sécurité.

I. Geneva Centre for Security Policy

Fondation internationale à but non lucratif créée en 1995 à l'initiative de la Suisse et désormais forte de 54 États membres, le Geneva Centre for Security Policy propose une formation avancée sur une série de questions liées à la sécurité, notamment la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération, destinée à des centaines de représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé du monde entier. Lors de la période 2022-2024, cette formation a donné lieu à des cours sur le Traité sur le commerce des armes, le renforcement des capacités de maîtrise des armements au

Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le droit international du désarmement et le droit des armes. Des questions telles que les armes biologiques ont également été abordées à l'occasion de modules personnalisés. En outre, certaines manifestations publiques ont permis d'aborder des questions telles que le rôle de la Chine dans la maîtrise multilatérale des armements, l'architecture du désarmement et les armes radiologiques. Des modules sur la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération ont été inclus dans nombre d'autres programmes d'études avancés. Le site Web du Centre est disponible à l'adresse suivante : <http://www.gcsp.ch>.

J. Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire

Depuis plus de 40 ans, l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire est la principale voix médicale qui demande instamment l'abolition des armes nucléaires, qu'elle estime être un impératif sanitaire et humanitaire. En tant que fédération non partisane de groupes médicaux nationaux issus de 56 pays qui représente des dizaines de milliers de professionnels de la santé, d'étudiants en médecine et autres, nous avons pour objectif commun de créer un monde plus pacifique, libéré de la menace de l'anéantissement nucléaire. De 2022 à 2024, nous avons continué à jouer un rôle de premier plan au niveau mondial dans l'éducation des professionnels de la santé, des décideurs politiques et du public, notamment en mobilisant d'autres organisations de santé pour qu'elles contribuent à leur tour à l'éducation aux conséquences humanitaires et environnementales des armes nucléaires et à l'action visant à faire progresser le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, en recrutant et en organisant des étudiants en médecine et de jeunes médecins pour qu'ils plaident en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires et en publiant de nombreux contenus sur les questions relevant de notre compétence dans les médias traditionnels et les médias sociaux.

K. International Student/Young Pugwash

International Student/Young Pugwash est un réseau qui promeut le dialogue sur des questions se trouvant à la croisée de la science et de la sécurité, en particulier les politiques relatives aux armes nucléaires. Son action éducative cible principalement les étudiants et les jeunes professionnels et vise à leur fournir des connaissances et des stratégies pour faire progresser le désarmement et la non-prolifération. L'une des techniques éducatives employées par le réseau consiste à faciliter les discussions entre des personnes originaires de différents pays, qui peuvent ainsi partager des points de vue divergents.

Au nombre des programmes clés menés entre juin 2022 et mai 2024 figuraient une conférence à Berlin sur le troisième âge nucléaire, une manifestation virtuelle sur les modalités d'action dans la maîtrise des armements et des tables rondes sur la politique nucléaire en Asie du Sud. International Student/Young Pugwash a également organisé ou coorganisé 10 webinaires et conférences auxquels ont participé des experts et pairs éducateurs, et constitué une liste de ressources pour les jeunes professionnels. Ces efforts permettent aux participants de mieux comprendre les mesures de désarmement et de non-prolifération et les rendent mieux à même d'œuvrer en faveur de telles mesures. On trouvera de plus amples informations à l'adresse suivante : <https://isyp.org>.

L. James Martin Center for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies at Monterey

Depuis sa création, en 1989, le James Martin Center for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies at Monterey s'efforce de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive en formant de multiples générations de spécialistes de la non-prolifération et en sensibilisant l'opinion publique aux questions relatives à ce domaine. Le programme d'études de deuxième cycle sur la non-prolifération et le terrorisme de l'Institut, qui comprend à la fois des cours formels et une formation pratique, joue un rôle majeur dans ces efforts. En outre, les experts du centre dirigent de nombreux projets de recherche et programmes de formation, avec pour objectif de permettre à de nouvelles voix de se faire entendre dans ce domaine. Le centre recourt de plus en plus à divers outils d'apprentissage en ligne et aux nouvelles technologies pour toucher un public plus diversifié. Il utilise des outils libres pour suivre et analyser les faits nouveaux en lien avec le nucléaire et les missiles dans certains pays clés. Il continue également de s'appliquer à renforcer la diversité, l'équité et l'inclusion au moyen d'activités d'éducation et de formation. On trouvera de plus amples informations à l'adresse suivante : <https://nonproliferation.org>.

M. Maires pour la paix

Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour mobiliser et accroître le soutien de l'opinion publique internationale en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires, l'organisation Maires pour la paix mène les initiatives d'éducation à la paix ci-après afin d'encourager les jeunes générations à participer à des activités en faveur de la paix : a) un webinaire d'éducation à la paix, au cours duquel des jeunes font des exposés sur leurs activités en faveur de la paix et échangent des vues ; b) une initiative dans le cadre de laquelle des fonctionnaires de villes membres localisées dans le pays et à l'étranger font des stages au secrétariat de l'organisation Maires pour la paix afin de découvrir les réalités du bombardement atomique et les programmes de paix d'Hiroshima (Japon) ; c) un concours d'art pour enfants sur le thème « Peaceful towns » (villes paisibles) ; d) l'envoi de lycéens à la session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ; e) la promotion de l'éducation en matière de paix et de désarmement ; f) la promotion des programmes d'étude Hiroshima-Nagasaki dans le domaine de la paix, qui sont des cours universitaires visant à faire connaître les réalités des bombardements atomiques.

N. Mines Action Canada

Mines Action Canada mobilise les jeunes dans le domaine du désarmement depuis près de 25 ans au moyen de divers programmes. Depuis 2017, le programme Mine Action Fellows est en pleine croissance. Il s'agit d'un réseau de jeunes que Mines Action Canada parraine pour leur permettre d'assister à des réunions internationales et leur donner la possibilité de participer de manière significative à des réunions multilatérales sur le désarmement et de se former. De juin 2022 à mai 2024, Mines Action Canada a organisé cinq de ces sessions de formation pour les jeunes en marge des réunions des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et à la Convention sur les armes à sous-munitions et des réunions intersessions liées à ces conventions. Les participants au programme ont appris à faire pression sur les diplomates et à rédiger des déclarations, et certains ont pris la parole

lors de manifestations parallèles et fait des déclarations lors de séances plénières. En 2024, Mines Action Canada a également organisé deux séminaires internationaux visant à enseigner à des jeunes comment faire campagne contre les armes de nature à frapper sans discrimination. Le premier séminaire était consacré aux armes explosives dans les zones peuplées, et le second portait, outre ce même thème, sur les armes à sous-munitions et les mines terrestres. Enfin, Mines Action Canada a également créé une boîte à outils devant permettre aux jeunes de faire campagne contre les armes explosives dans les zones peuplées.

O. Open Nuclear Network

Open Nuclear Network a entrepris diverses activités liées à l'éducation en matière de non-prolifération nucléaire et de désarmement en 2022-2024. Dans le cadre de son action, l'organisation a donné des conférences, fourni des formations en cours d'emploi, mis au point des méthodologies de recherche novatrices, remédié aux asymétries de l'information et promu l'égalité des chances dans le domaine nucléaire. Au nombre de principales activités entreprises figuraient la collaboration en matière d'éducation, des ateliers sur l'analyse des données en libre accès, l'appui à des initiatives des Nations Unies, l'organisation d'ateliers de prévision novateurs et la participation active à des conférences internationales. Open Nuclear Network a également lancé le bulletin Event Horizon, qui a pour objectif de suivre les risques d'escalade des conflits, et publié plus de 30 rapports sur des questions nucléaires cruciales. On trouvera de plus amples informations sur les activités de l'organisation à l'adresse suivante : <http://opennuclear.org>.

P. Pace University

L'International Disarmament Institute de la Pace University est un leader mondial dans le domaine de l'éducation au désarmement et permet la création et le partage de connaissances. L'institut se concentre sur l'enseignement de premier cycle universitaire et propose un diplôme dans le domaine de la paix et de la justice ainsi qu'un enseignement de complément dans le domaine de la diplomatie, les cours dispensés mêlant la théorie, l'expression artistique et l'engagement civique. Les étudiants suivent l'élaboration des politiques dans le domaine du désarmement et y participent directement dans le cadre de la Première Commission de l'Assemblée générale, de conférences consacrées à des traités et de forums locaux. Les recherches menées sous l'égide de l'institut font la lumière sur les conséquences humanitaires et environnementales des armes, ainsi que sur les voies à suivre concernant les politiques de désarmement. L'institut, qui a pris part à une délégation du Conseil œcuménique des Églises auprès des Îles Marshall en novembre 2023, vise en particulier à faire entendre la voix des communautés touchées par les armes. Il a utilisé son pouvoir de rassemblement pour permettre des échanges entre les Nations Unies et des organisations non gouvernementales sur l'éducation au désarmement et la mobilisation des jeunes, et notamment des déclarations annuelles à la Première Commission, des manifestations parallèles et un atelier destiné au personnel des Nations Unies.

On trouvera de plus amples informations sur l'institut à l'adresse suivante : www.pace.edu/dyson/faculty-and-research/research-centers-and-initiatives/international-disarmament-institute.

Q. Université de Saint-Petersbourg

En 2024, l'Université de Saint-Petersbourg a célébré son 300^e anniversaire. L'interdisciplinarité de l'université classique lui permet de former les dirigeants de demain qui définiront les priorités en matière de sécurité internationale et de stabilité mondiale. Le master d'études stratégiques et de maîtrise des armements couvre un large éventail de sujets liés au maintien de la stabilité stratégique mondiale, à la non-prolifération des armes de destruction massive, à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et à la maîtrise des armements classiques. En 2022, le Centre interdisciplinaire d'études sur la biosûreté mondiale a été créé pour permettre d'étudier les possibilités s'agissant de renforcer la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Depuis 2023, l'Université de Saint-Petersbourg propose un nouveau cours de licence sur la maîtrise des armements dans le contexte des relations internationales et un programme de master sur l'intelligence artificielle et la sécurité internationale, qui comprend un cours consacré aux conséquences potentielles des progrès rapides de l'intelligence artificielle sur les régimes de non-prolifération. Par ailleurs, certaines questions d'actualité touchant à la maîtrise des armements et à la non-prolifération sont inscrites à l'ordre du jour du Congrès biennal de Saint-Petersbourg sur les études internationales.

R. SCRAP Weapons

SCRAP Weapons, un projet de désarmement hébergé à l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres, est porté par la passion et le dévouement de la promotion d'étudiants qui le compose, qui comprend 15 assistants de projet et cinq diplômés du programme remplissant à présent les fonctions de coordonnateurs de projet et de consultants. Le programme forme des jeunes en leur apportant les connaissances et les compétences nécessaires pour contribuer au renouvellement du discours sur le désarmement général et complet, ainsi que l'expertise nécessaire pour faire carrière dans ce domaine. Il aide les étudiants à remplir certains rôles de plaidoyer auprès de décideurs politiques et de fonctionnaires des Nations Unies et les soutient dans diverses activités (recherche, activités de plaidoyer, manifestations, webinaires, sensibilisation sur les médias sociaux et podcasts). La détermination de l'organisation à former les futurs chefs de file de la maîtrise des armements et du désarmement a été saluée par la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, qui, dans un message vidéo, a félicité SCRAP Weapons et son directeur, Dan Plesch, pour sa résolution à former la prochaine génération de penseurs du désarmement.

S. Simons Foundation Canada

La Simons Foundation Canada s'est associée à Affaires mondiales Canada pour proposer des bourses de recherche des cycles supérieurs pour le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération afin d'accroître le financement accordé au cycle supérieur au Canada dans ces domaines.

Nous avons commandé une étude répertoriant les cours consacrés à la non-prolifération, à la maîtrise des armements et au désarmement proposés dans les universités canadiennes en 2024 et continuons de produire des documents d'information et des rapports sur la sécurité de l'Arctique et la politique de défense canadienne, ainsi que de soutenir l'éducation en matière de désarmement dans divers établissements d'enseignement supérieur, notamment le programme sur la science et la sécurité mondiale de l'Université de Princeton, ainsi que la Chaire Simons de

désarmement et de sécurité mondiale et humaine et le programme de bourses Simons pour le désarmement nucléaire et la sécurité mondiale de l'Université de Colombie-Britannique.

La fondation a coorganisé le premier sommet du nucléaire rassemblant des jeunes et des parlementaires à Ottawa et s'est associée à la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires pour organiser une conférence intitulée « Parliamentarians for the [Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons] » (les parlementaires pour le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires). Jennifer Allen Simons, fondatrice et présidente, a pris la parole lors de plusieurs conférences internationales.

T. Soka Gakkai International

Entre juin 2022 et mai 2024, Soka Gakkai International a mené diverses activités d'éducation en matière de désarmement. L'organisation a collaboré avec des organisations partenaires pour développer des outils pédagogiques tels que « Automated by Design », une exposition portant sur les différentes formes de déshumanisation numérique (organisée et produite par Identity 2.0 pour Stop Killer Robots et soutenue par Amnesty International et Soka Gakkai International), et *I Want To Live On: The Untold Stories of the Polygon*, un documentaire qui fait la lumière sur le site d'essai de Semipalatinsk (créé par le Center for International Security and Policy avec le soutien de Soka Gakkai International). L'organisation s'est également employée à faire prendre conscience de l'importance de l'éducation en matière de désarmement dans les instances de l'ONU au moyen de déclarations, de documents de travail et de manifestations parallèles. Elle s'est également efforcée de mobiliser les jeunes sur les questions de désarmement, notamment en coorganisant le Future Action Festival à Tokyo, qui a rassemblé quelque 70 000 jeunes et a été suivi par plus de 500 000 personnes en ligne.

U. Stockholm International Peace Research Institute

Le Stockholm International Peace Research Institute facilite le renforcement des capacités, les activités éducatives et la formation en matière de non-prolifération, de maîtrise des armements et de désarmement. En août 2022 et 2023, l'institut a proposé une université d'été sur l'armement et le désarmement en coopération avec le Alva Myrdal Centre for Nuclear Disarmament et le Odesa Center for Nonproliferation. L'université d'été permet à de jeunes professionnels et à des étudiants de cycle supérieur d'approfondir leurs connaissances en matière de désarmement et de maîtrise des armements et leur offre une occasion précieuse de se créer un réseau. En juin 2023, l'institut a proposé un atelier axé sur l'enseignement visant à soutenir l'éducation et l'enseignement en matière de désarmement dans diverses disciplines au niveau universitaire. Il a également publié un recueil d'articles sur le désarmement nucléaire dans lequel figuraient des contributions choisies d'étudiants et de professionnels en début de carrière. En outre, pour le compte du Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération et du désarmement, il produit une série de documents d'orientation et organise deux fois par an des cours d'introduction portant sur la sensibilisation à la prolifération, en personne et en ligne, à l'intention d'étudiants de deuxième et troisième cycles universitaires en sciences naturelles, en ingénierie et dans des disciplines techniques.

V. T.M.C. Asser Instituut

Le T.M.C. Asser Instituut, centre de droit international et européen de renommée internationale créé en 1965, mène des recherches fondamentales et indépendantes axées sur les politiques et diffuse activement ses connaissances au moyen de publications et de manifestations telles que des programmes de formation, des conférences et des cours publics. Il dispense notamment un programme de formation annuel sur le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive. Ce programme intensif d'une semaine, organisé conjointement avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, réunit d'éminents experts et praticiens dans ce domaine et s'adresse aux professionnels en début ou en milieu de carrière travaillant pour des gouvernements et des autorités nationales, des organisations non gouvernementales ou des groupes de réflexion s'intéressant aux questions liées aux armes de destruction massive. Il leur permet d'acquérir une connaissance approfondie des aspects diplomatiques, juridiques et techniques du désarmement et de la non-prolifération, d'avoir un aperçu du travail des principaux professionnels dans ce domaine et constitue une occasion unique de se créer un réseau avec des orateurs et des participants venus d'horizons divers. On trouvera de plus amples informations à l'adresse suivante : www.asser.nl.

W. Verification Research, Training and Information Centre

Le Verification Research, Training and Information Centre est une organisation à but non lucratif qui se consacre à la vérification, à l'application et au respect des accords internationaux, en particulier ceux concernant la non-prolifération et le désarmement en lien avec les armes nucléaires, biologiques et chimiques et la sécurité des éléments connexes. L'organisation remplit un rôle d'éducation et de formation en diffusant des informations et en menant des actions de sensibilisation dans le cadre d'ateliers, de séminaires et d'autres réunions en présentiel ou en ligne, ainsi qu'en élaborant des outils pédagogiques et des programmes d'étude. Elle collabore avec des parties prenantes nationales dans divers pays ainsi qu'avec des organismes internationaux afin de contribuer au renforcement des capacités et des connaissances.

On trouvera des informations supplémentaires et des documents sur le site Web du centre ainsi que sur YouTube et X (anciennement Twitter).

X. Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération

Le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération est une organisation non gouvernementale internationale créée en 2010 à l'initiative du Ministère autrichien des affaires étrangères. C'est une plateforme non gouvernementale indépendante dédiée au débat, à la recherche, à la sensibilisation, à l'éducation et à la formation. Parmi ses programmes phares figurent des cours intensifs de courte durée sur la non-prolifération et le désarmement destinés aux diplomates et aux praticiens. Il met également l'accent sur la nouvelle génération, en particulier les femmes, à l'aide d'un programme de mentorat et d'activités de sensibilisation. Dans ses résolutions (la plus récente étant la résolution 77/81 de 2022), l'Assemblée générale met régulièrement en avant le rôle du Centre en matière de renforcement des capacités dans ces domaines. Le Centre a également travaillé récemment avec des parlementaires, soulignant le rôle clé qu'ils jouaient dans l'adhésion aux instruments juridiques. Afin de toucher des publics divers, il propose des webinaires et des manifestations hybrides dont il met les enregistrements à disposition en ligne. On trouvera de plus amples informations sur les activités du Centre à l'adresse suivante : <http://vcdnp.org>.

Y. World Institute for Nuclear Security

Le World Institute for Nuclear Security est un institut professionnel créé en 2008 afin de permettre au personnel et aux cadres en position de responsabilité dans le domaine de la sécurité nucléaire de partager et de promouvoir les meilleures pratiques en matière de gestion de la sécurité nucléaire. L'institut compte aujourd'hui plus de 8 300 membres dans 163 pays, a publié 34 guides de bonnes pratiques et 22 rapports spéciaux sur divers sujets liés à la sécurité du nucléaire et des sources radioactives, et a organisé 200 ateliers dans plus de 30 pays. En 2014, afin de répondre à la demande de gages objectifs de compétence dans le domaine de la sécurité nucléaire, l'institut a lancé la World Institute for Nuclear Security Academy, le premier programme international de certification consacré à la gestion de la sécurité nucléaire. Depuis lors, plus de 1 000 personnes ont complété leur cursus au sein de l'académie, dont un nombre croissant de femmes. Les travaux de l'institut portent sur la gestion de toutes les matières nucléaires et autres matières radioactives, notamment sur les questions liées au désarmement et à la non-prolifération nucléaires.

VI. Conclusions

5. Il est admis que l'éducation en matière de désarmement est essentielle pour ce qui est de promouvoir une culture de la paix et d'atteindre les objectifs de désarmement des Nations Unies. En ces temps difficiles, il est nécessaire de mettre en place une éducation au désarmement qui fasse autorité, dont la portée soit aussi large que possible et qui soit ouverte à tous. On peut donc se satisfaire du fait que l'éducation au désarmement a gagné en importance au cours de la période considérée, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'offre programmatique en la matière chez les États Membres, les organisations internationales et les organisations de la société civile.

6. Ces efforts et d'autres encore sont nécessaires pour permettre à divers publics de devenir des agents du changement – et de la paix – en se mobilisant au service des objectifs de désarmement et en en faisant la promotion. Par conséquent, il demeurera primordial d'assurer une large diffusion ainsi que la diversification des supports d'apprentissage et de l'action de formation et de sensibilisation et de renforcer les réseaux de partenariat au service du désarmement pour répondre à l'évolution des exigences et des besoins dans le domaine de l'éducation en matière de désarmement.